



Les jeunes en Hauts-de-France

Un éloignement de l'emploi plus accentué pour les jeunes des Hauts-de-France

Parmi les 1 142 000 jeunes de 15 à 29 ans en Hauts-de-France en 2014, un sur quatre n'est ni en emploi, ni scolarisé. La région détient la part de jeunes au chômage la plus élevée de France métropolitaine avec 16,8 %. De plus, les personnes inactives non scolarisées sont surreprésentées dans la région. Le faible niveau de diplôme contribue à ce double constat. Les difficultés d'insertion, aggravées depuis 2009 par la crise, sont d'une intensité variable d'un territoire à l'autre au sein des Hauts-de-France. Les EPCI ruraux et de tradition industrielle connaissent la situation la plus dégradée avec un jeune actif sur trois au chômage. Les EPCI des principaux pôles universitaires accueillent des populations jeunes très diverses : nombre d'entre elles sont fortement diplômées et bien insérées tandis que d'autres – peu diplômées – restent éloignées de l'emploi. Enfin, la situation est moins défavorable pour les jeunes des EPCI périurbains : leur taux de chômage y est inférieur à la moyenne régionale.

Kévin Fusillier, Hugues Lermecchin, Olivier Pucher, Insee

En 2014 en Hauts-de-France, 1,142 million de personnes ont entre 15 et 29 ans. La plupart de ces jeunes entrent progressivement dans la vie professionnelle. Arrivés en fin d'un cursus scolaire, un certain nombre d'entre eux se portent précocement sur le marché du travail tandis que d'autres poursuivent leurs études. En Hauts-de-France, 35,6 % des jeunes, soit 407 000 personnes, sont exclusivement élèves ou étudiants. Ne recherchant pas d'emploi, ils sont considérés comme des inactifs scolarisés (figure 1). Par ailleurs, 40,3 %, soit 460 000 jeunes, occupent un emploi ; il s'agit alors d'actifs occupés. Ceux-ci sont proportionnellement moins nombreux dans la région qu'au niveau national (44,6 %).

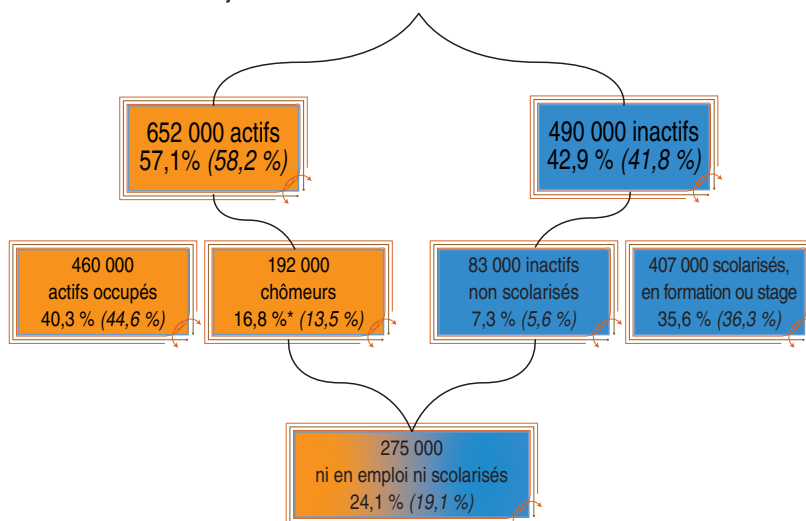
La part de jeunes chômeurs la plus élevée de France métropolitaine

Dans la région, 192 000 jeunes sont au chômage (figure 1), c'est-à-dire qu'ils recherchent activement un emploi mais n'en trouvent pas. Ces jeunes représentent 16,8 % des 15-29 ans de la région, soit la

1 Un jeune sur quatre, ni en emploi, ni scolarisé

Répartition des jeunes selon la situation face à l'emploi en Hauts-de-France et en France métropolitaine en 2014

1 142 000 jeunes de 15-29 ans en Hauts-de-France en 2014



* il s'agit ici de la part des jeunes de 15-29 ans (actifs et inactifs) se déclarant au chômage lors du recensement de 2014 et non d'un taux de chômage (définitions).

Les pourcentages entre () et en italique concernent la France Métropolitaine.

Note de lecture : En Hauts-de-France, 40,2 % des jeunes de 15 à 29 ans, soit 460 000 personnes, ont un emploi, contre 44,6 % en France métropolitaine.

Source : Insee, recensement de la population 2014.



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

DRJSCS
HAUTS-DE-FRANCE



Région
Hauts-de-France



Insee

part la plus élevée de France métropolitaine (figure 2). Les Hauts-de-France se situent loin devant l'Occitanie (14,9 %), deuxième région la plus touchée. L'écart avec la moyenne nationale (13,5 %) s'élève à 3,3 points alors qu'il n'est plus que de 1,4 point chez les 30-64 ans.

Malgré un taux de chômage plus élevé chez les femmes, la région compte plus d'hommes de 15-29 ans au chômage que de femmes, le taux d'activité (définitions) étant moindre chez ces dernières. Les jeunes femmes de la région ont tendance à moins se porter sur le marché du travail du fait d'un contexte économique moins favorable qu'ailleurs ou de maternités plus précoces. En 2015, la moitié des naissances dans la région est le fruit de mères de moins de 30 ans, contre 43 % au niveau national.

Une présence importante d'inactifs non scolarisés

En Hauts-de-France, les jeunes inactifs non scolarisés sont plus présents qu'au niveau national : 7,3 % des 15-29 ans contre 5,6 % (figure 1). 83 000 jeunes sont ainsi non scolarisés, sans emploi, et n'en recherchent pas, par choix ou par découragement.

Les jeunes femmes sont en proportion près de deux fois plus inactives non scolarisées que leurs homologues masculins dans la région : respectivement 9,2 % et 5,4 %. Moins nombreuses chez les 15-19 ans du fait d'études plus longues, elles le sont par contre trois fois plus chez les 25-29 ans. Le différentiel est moins prononcé en France métropolitaine : 6,8 % des jeunes femmes sont inactives non scolarisées contre 4,4 % des hommes.

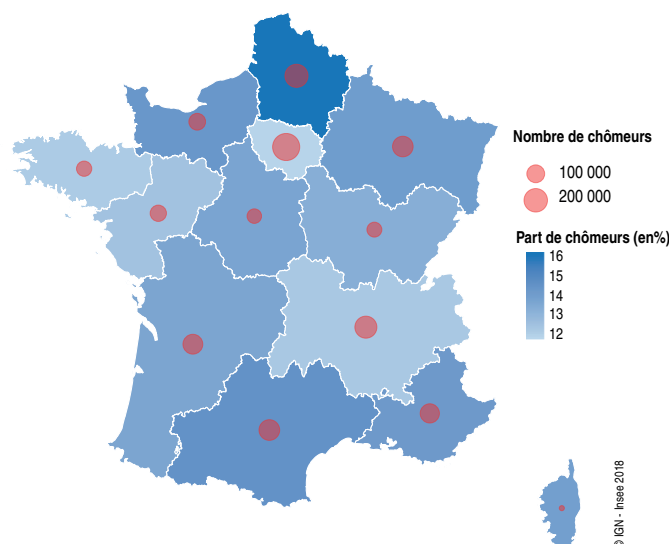
Les chômeurs et les inactifs non scolarisés composent les NEET (définitions). En Hauts-de-France en 2014, 275 000 jeunes sont dans cette situation, soit 24,1 % des 15-29 ans (figure 1), une proportion supérieure de 5 points à celle observée en France métropolitaine. Cette proportion a augmenté de 2,9 points depuis 2009 dans la région (encadré), exclusivement chez les hommes. Même si les jeunes femmes restent majoritaires chez les NEET en 2014 (52 %), leur poids dans cette catégorie a diminué de 3 points en 5 ans.

Un déficit en matière de diplôme

Le niveau de diplôme, en moyenne moins élevé dans la région qu'en France métropolitaine, contribue à cette situation où chômeurs et inactifs non scolarisés sont surreprésentés. Ainsi, les jeunes actifs de la région sont moins souvent diplômés du supérieur (31 % contre 36 %) et plus souvent non bacheliers (42 % contre 37 %). Or, le taux de chômage (définitions) décroît à mesure que le niveau de

2 Les Hauts-de-France, région la plus touchée par le chômage des 15-29 ans

Taux de chômage des jeunes par région et dénombrement en 2014

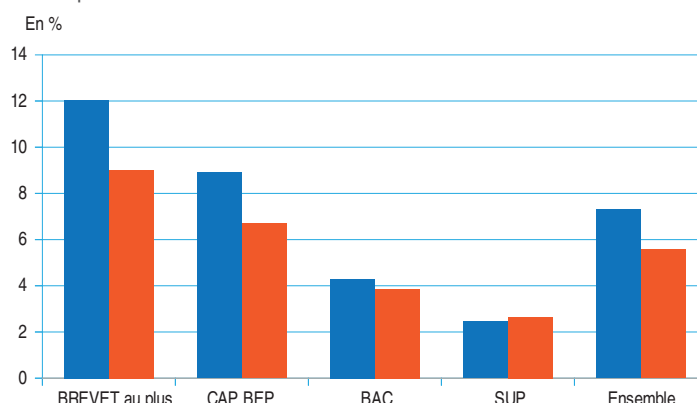


Note de lecture : en Hauts-de-France, 16,8 % des jeunes de 15 à 29 ans sont au chômage. Cela représente 192 000 personnes.

Source : Insee, recensement de la population 2014.

3 Les moins diplômés surreprésentés parmi les inactifs non scolarisés

Proportion d'inactifs non scolarisés par niveau de diplôme dans les Hauts-de-France et en France métropolitaine en 2014



Note de lecture : dans les Hauts-de-France, 12 % des jeunes au mieux diplômés d'un brevet sont des inactifs non scolarisés, contre 9 % pour la France métropolitaine.

Source : Insee, recensement de la population 2014.

Encadré : un état de l'emploi des jeunes aggravé depuis 2009

Entre 2009 et 2014, la situation sur le marché du travail s'est fortement dégradée dans la région. Tandis que le nombre de jeunes a diminué d'environ 44 000, celui de chômeurs de 15 à 29 ans a augmenté de 23 000 et celui de NEET de 24 000. Le taux d'emploi des jeunes non scolarisés a ainsi reculé de 4,7 points et leur taux de chômage augmenté de 4,7 points pour atteindre le taux de 29,4 %.

Cette dégradation de la situation des jeunes résulte en grande partie de la crise économique de 2008 qui, si elle a affecté toutes les régions, a plus touché la région des Hauts-de-France. En 2009 déjà, le taux de chômage régional des jeunes était le plus élevé avec 24,1 %, après avoir atteint le taux de 26,6 % 10 ans auparavant. Avec la crise de 2008, le recul du nombre d'emplois offerts a réduit les opportunités professionnelles d'intégrer le marché du travail. Or, les jeunes sont les plus exposés au risque de chômage notamment en période de crise économique, occupant plus souvent des emplois précaires (CDD et intérim).

En période de récession économique, les activités les plus impactées sont celles à dominante masculine, en particulier industrielles. La dernière crise ne fait pas exception à cette règle. Elle a réduit les inégalités d'insertion sur le marché du travail entre hommes et femmes. Ainsi, le taux de chômage des 15-29 ans a augmenté de 5,1 points pour les hommes, contre 4,2 points pour les femmes entre 2009 et 2014. Parallèlement, le taux d'activité des hommes se réduisait de 2,0 points tandis que celui des femmes augmentait de 0,6 point. Parmi les 24 000 NEET supplémentaires observés au cours de la période, « seules » 4 000 sont des femmes. Le nombre de jeunes femmes inactives non scolarisées a ainsi diminué de 6 000 entre 2009 et 2014 tandis que celles au chômage a progressé de 10 000. Chez les jeunes hommes, le nombre de chômeurs et d'inactifs non scolarisés a augmenté respectivement de 12 000 et 8 000. Le profil-type du NEET est ainsi plus masculin. Il est aussi plus diplômé qu'en 2009. La part de NEET titulaire du baccalauréat a en effet augmenté de 5 points entre 2009 et 2014, en lien avec l'élévation générale du niveau de diplôme et l'allongement de la durée des études. Le contexte de crise économique a pu jouer également sur cet allongement, certains jeunes faisant le choix de prolonger leurs études en attendant un marché du travail plus favorable.

dix, les 15-29 ans sont les plus en difficulté (figure 5). Un jeune actif sur trois est en effet au chômage et trois sur dix sont des NEET. Le chômage y est plus élevé qu'en région, quel que soit le niveau de diplôme ou le sexe.

Parmi les 480 000 jeunes qui vivent dans ces territoires, 400 000 résident autour de villes de taille moyenne ayant souvent une histoire industrielle : l'ancien bassin minier, Saint-Quentin, Beauvais, Creil, Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer ou Maubeuge (en orange dans la figure 4). Dans ces espaces, la proportion de jeunes est élevée, malgré la moindre présence d'étudiants. Ceux qui ont quitté le système scolaire peinent à s'insérer professionnellement. Ainsi les inactifs non scolarisés et les chômeurs sont surreprésentés, ainsi que les intérimaires, signes d'un marché de l'emploi peu favorable. La forte présence de jeunes malgré les difficultés d'insertion peut s'expliquer par une faible propension de la population résidente à la mobilité géographique.

Dans les espaces plus ruraux (en marron dans la figure 4), incluant un vaste territoire allant de la Thiérache au Santerre, les jeunes – au nombre de 80 000 – sont sous-représentés. Au-delà des difficultés d'insertion, ces espaces se caractérisent par le faible niveau de diplôme de la population. Près de 6 jeunes sur 10 sont titulaires au mieux du brevet ; la proportion des diplômés du supérieur est 10 points inférieure à la moyenne régionale.

Une population mixte dans les pôles universitaires

Quatre EPCI parmi les plus peuplés de la région (en jaune sur la figure 4) abritent 370 000 jeunes. Il s'agit des EPCI de Lille, Amiens, Valenciennes et Compiègne dans lesquels sont implantés les grands pôles universitaires de la région. Ces EPCI réunissent ainsi de nombreux étudiants. En comparaison des autres territoires, leurs jeunes sont moins âgés, plus diplômés et moins actifs.

Cependant, dans ces EPCI, 58 % des 15-29 ans, soit 216 000 jeunes, ne suivent plus d'études. Parmi eux, 4 sur 10 sont diplômés du supérieur, contre 3 sur 10 en région. Les non-diplômés (21 %) y sont un peu moins nombreux qu'en

région (23 %) : 45 000 jeunes sont sortis du système scolaire avec au mieux le brevet. Ils côtoient ainsi une population fortement diplômée ou en passe de l'être.

Des jeunes plus souvent en emploi dans les territoires péri urbains

Enfin, 300 000 jeunes des Hauts-de-France vivent dans certains espaces périurbains (en vert sur la figure 4). Même s'ils sont sous-représentés, ils sont en moyenne mieux insérés sur le marché du travail (figure 5). Ils bénéficient en effet du dynamisme des zones d'emploi dans lesquelles ils résident ou de celles situées à proximité. Au sein de ces espaces péri urbains, trois territoires peuvent être distingués, de 100 000 jeunes chacun, selon un niveau décroissant d'insertion des jeunes.

Les espaces périurbains proches des territoires à dominante universitaire de la région, dans les Flandres ou l'Arrageois, ainsi que les EPCI de Senlis et Chantilly, présentent les meilleurs

indicateurs d'insertion sur le marché du travail (22 % de taux de chômage des jeunes contre 29 % dans la région). La population y est plus diplômée, avec un quart de diplômés du supérieur.

Les espaces périurbains plus éloignés des pôles universitaires, notamment dans le sud de la région et à proximité des zones d'emploi de Paris, Amiens, Beauvais, Roissy-Sud Picardie ou Reims, se distinguent par un fort taux d'activité des jeunes (63,5 % contre 57 % en région), sous l'effet combiné d'un marché de l'emploi favorable et d'une offre universitaire limitée. Malgré un niveau de diplômes plus bas qu'en région, les jeunes y sont moins souvent au chômage (24 % contre 29 % en région).

Enfin, des espaces périurbains disséminés un peu partout dans la région regroupent des jeunes dans une situation médiane. Le taux d'activité et le niveau de diplôme sont proches de la moyenne régionale, le taux de chômage y est un peu plus faible (26 %). ■

Définitions

Les « **NEET** » (Neither in Employment nor in Education or Training) regroupent les personnes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Cette classification agrège aux personnes en recherche d'emploi les inactifs non scolarisés. Dans l'étude, la source de données utilisée est le recensement de la population. Les chiffres indiqués pour mesurer ce concept peuvent donc différer de chiffres produits avec d'autres sources de données.

Le **taux de chômage** est le rapport du nombre de chômeurs sur le nombre d'actifs. Dans cette étude, il est mesuré avec les données du recensement de la population. Les chômeurs au sens du recensement de la population sont d'une part les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées au chômage (inscrits ou non à Pôle emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail, et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni au chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi. Un chômeur au sens du recensement n'est pas forcément un chômeur au sens du BIT, qui est la définition de référence.

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Les **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI. La région Hauts-de-France regroupe 94 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au 1^{er} janvier 2018, dont 2 sont en partie en Seine-Maritime et 1 est en partie dans l'Eure.

Partenaires financiers : DRJSCS, SGAR, Conseil régional

Partenaires techniques : Direccte, Rectorat, C2RP, CEREQ, Pôle Emploi, CD59

Insee Hauts-de-France

130 avenue du Président J.F. Kennedy

CS 70769 59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :

Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :

Jean-Christophe Fanouillet

Référent étude qualité :

Jérôme Fabre

ISSN 2493-1292 / ISSN en ligne 2492-4253

© Insee 2018

Crédits photos : © Laurent Ghesquière

© Anaïs Gadeau © Laurent Rousselin

Pour en savoir plus

- « L'insertion professionnelle des jeunes de plus en plus difficile pour les non-diplômés », *Insee Analyses Pays de la Loire n° 2*, octobre 2014
- « Une entrée dans la vie adulte plus précoce, mais des difficultés d'insertion », *Insee Analyses Grand-Est n° 28*, novembre 2016
- « Une précarité accrue pour les jeunes sans diplôme », *Insee Picardie Analyses n° 68*, août 2012
- « Sortir du chômage vers l'emploi : des chances inégales suivant le profil individuel et le territoire », *Insee Analyse Nord-Pas-de-Calais n° 21*, octobre 2015
- « L'insertion professionnelle des jeunes », *Rapport à la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social*, France Stratégie, Dares, janvier 2017

